

Société de la connaissance et niveau de formation

Carlo KLEIN*

Avec l'évolution de notre société vers une société de la connaissance, la création des savoirs devient de plus en plus importante. Elle est réalisée par deux types d'institutions : les institutions de recherche et développement et les institutions éducatives. Ce sont les secondes qui retiennent notre attention ici. Leur capacité à créer des savoirs sera examinée à travers l'analyse du niveau général des connaissances de la population résidant au Luxembourg, c'est-à-dire le niveau de formation initiale acquis au sein des diverses institutions éducatives (que ces institutions soient luxembourgeoises ou non).

Ainsi, nous décrirons tout d'abord la structure générale des niveaux de formation au Luxembourg, avec un intérêt particulier pour les niveaux de formation des populations luxembourgeoise et portugaise. Nous observerons ensuite brièvement les choix éducatifs en décrivant, selon les nationalités, les raisons qui ont poussé certains individus à arrêter leurs études, et nous terminerons en nous interrogeant sur l'existence d'un lien entre la nationalité et le passage par un système scolaire étranger.

Formation initiale : le sous-investissement des Luxembourgeois et des Portugais

Nous avons retenu pour notre analyse tous les adultes¹ ayant déclaré dans l'enquête leur plus haut niveau de formation initiale ; soit un total de 6.790 individus.

En considérant uniquement trois niveaux de formation, nous observons pour l'enquête 2003 les résultats suivants : 49% déclarent avoir une formation initiale de niveau primaire ou de niveau secondaire 1er cycle², 30% déclarent avoir une formation initiale de niveau secondaire 2ème cycle et 21% une formation initiale de niveau post-secondaire. En examinant ces résultats pour les deux nationalités dominantes au Luxembourg, les nationalités luxembourgeoise et portugaise (respectivement 69% et 8% des personnes interrogées), nous observons que la répartition des niveaux de formation pour ces deux nationalités diverge de façon statistiquement significative de celle observée pour l'ensemble de la population résidente.

- Parmi les Luxembourgeois, les détenteurs d'un diplôme secondaire sont légèrement surreprésentés (33%) par rapport à la population totale, alors que les détenteurs d'un diplôme post-secondaire sont sous-représentés (19%).

- Chez les Portugais, on observe l'inverse. Le niveau moyen de formation est nettement plus faible que celui de la population totale : 79% possèdent un diplôme de niveau primaire ou de secondaire 1er cycle, 17% ont un diplôme de niveau secondaire, alors que seuls 4 % ont un diplôme post-secondaire.

Pour mieux comprendre ce sous-investissement en formation, général pour la population portugaise et au niveau post-secondaire pour la population luxembourgeoise, nous allons examiner les raisons d'arrêt des études.

Pourquoi arrête-t-on ses études ?

Interrogées sur la raison principale pour laquelle elles n'ont pas pu ou voulu poursuivre leurs études, 47% des personnes ayant répondu à cette question indiquent qu'elles sont tout simplement arrivées à la fin normale du cursus scolaire choisi ou qu'elles ont trouvé un emploi avant la fin de celui-ci. A l'opposé, 46% affirment avoir été contraints d'abandonner leurs études : 18% déclarent que ce sont des raisons familiales (moyens financiers insuffisants, interdiction de la part des parents, obligation de travailler dans l'entreprise familiale) qui les ont empêchées de continuer leurs études et 28 % invoquent des raisons personnelles (vouloir gagner de l'argent, échec scolaire, manque de motivation). Les 7% restants avancent d'autres motifs sans les préciser.

Les Luxembourgeois donnent des réponses comparables à celles de l'ensemble de la population. Chez les Portugais, par contre, les contraintes familiales (41%) et personnelles (31%)³, des contraintes notamment financières, jouent un rôle beaucoup plus important. Seuls 22% des Portugais interrogés répondent que la non poursuite de leurs études est due à la fin du cursus scolaire choisi ou au fait qu'ils ont trouvé un emploi avant son terme.

Vu l'importance des contraintes familiales et personnelles (46% pour la population totale et 72% pour la population

¹ Conformément à la définition d'Eurostat, les adultes comprennent tous les individus âgés de plus de 24 ans, les personnes de 16 à 24 ans vivant sans leurs parents, ou encore les individus de 16 à 24 ans qui vivent avec leur père et/ou leur mère et qui sont économiquement « actifs » (soit ils occupent un emploi rémunéré, soit ils n'en occupent pas mais en recherchent un activement et sont prêts à commencer à travailler au plus tard trois mois après avoir trouvé un emploi).

² Niveau 5e ou 9e ou un diplôme étranger équivalent.

³ La différence entre les 28 % relatifs à la population totale et les 31 % relatifs à la population portugaise n'est statistiquement pas significative.

* CEPS/INSTEAD

portugaise) dans la détermination du niveau de formation initiale atteint, on peut se demander si certains résidents poursuivent une stratégie particulière pour réduire la durée de scolarité de leurs enfants. Cette stratégie aurait pour objectif de limiter l'impact des contraintes financières et personnelles, tout en étant attentif à ce que les enfants obtiennent un diplôme équivalent à un diplôme luxembourgeois.

En l'occurrence, il s'agirait de voir dans quelle mesure certains résidents préfèrent faire scolariser leurs enfants dans les systèmes éducatifs étrangers afin qu'ils échappent au risque de redoublement, risque qui est assez élevé dans le système luxembourgeois.

Cette analyse doit se limiter au niveau primaire et secondaire, étant donné que l'offre de formation au niveau post-secondaire reste encore très réduite au Luxembourg. Nous nous intéresserons ci-dessous aux pays de scolarisation des enfants de la population résidente en distinguant simplement le Luxembourg, d'une part, et l'ensemble des autres pays, d'autre part.

Quelle que soit leur nationalité, 5% des enfants⁴ sont scolarisés à l'étranger

Pour notre analyse, nous avons retenu tous les enfants ayant au moins 5 ans et fréquentant soit une classe de l'enseignement primaire, soit une classe de l'enseignement secondaire, au Luxembourg ou à l'étranger.

Parmi l'ensemble des 1.562 élèves interrogés, 5% sont scolarisés à l'étranger (et pas toujours dans les pays limitrophes). Aucune différence statistiquement significative n'est observée pour les sous-populations luxembourgeoise et portugaise par rapport à la population totale en ce qui concerne le choix de faire scolariser ces enfants au Luxembourg ou à l'étranger.

Les proportions d'enfants de nationalité luxembourgeoise et de nationalité portugaise fréquentant des écoles (primaires ou secondaires) étrangères sont identiques. On peut alors avancer l'hypothèse que le passage dans un système scolaire étranger, notamment francophone, pour éviter les difficultés liées à l'apprentissage de l'allemand, n'est pas une stratégie retenue par la population portugaise résidente.

Conclusion

Ces chiffres montrent à nouveau le relatif sous-investissement en éducation de la population résidente : le pourcentage de 21% de détenteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur (au sens large) reste au-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE (25%) et du niveau atteint en France (25%)⁵. Ce constat est particulièrement vrai pour la population portugaise, essentiellement d'origine ouvrière, et qui semble souffrir plus de contraintes familiales et personnelles en matière d'investissements éducatifs que l'ensemble de la population résidente. La décision de faire scolariser ses enfants à l'étranger ne semble pas être une stratégie uniquement justifiée par un souci de réduire cet impact des contraintes familiales et personnelles.

Les niveaux de formation atteints par la population résidente, luxembourgeoise et portugaise

Niveau de formation	Population résidente totale (n=6790)	Population luxembourgeoise (n=4702)	Population portugaise (n=565)
Primaire	32%	29%	66%
Secondaire	47%	53%	30%
Post-secondaire	21%	18%	4%
Total (effectif)	100%	100%	100%

Source : PSELL-3/2003, CEPS/INSTEAD, STATEC

⁴ Les enfants comprennent tous les individus de moins de 16 ans, ainsi que les personnes âgées de 16 à 24 ans qui vivent avec leur père et/ou leur mère et qui sont économiquement inactives.

⁵ Voir par exemple « Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE » ; OCDE ; 2001 ; p. 45. Remarquons que les résultats luxembourgeois sont meilleurs que ceux indiqués pour l'Allemagne et pour la Belgique flamande (les résultats pour la Wallonie ne sont pas disponibles).